

RÉSISTANCES



Le journal du refus de la misère

N° 3 – Journal gratuit édité par ATD Quart Monde. 17 octobre 2006. Ne peut être vendu.

Contre l'exclusion : justice et fraternité

Jérôme a connu la faim, les logements insalubres, les menaces de placement de ses enfants. Aujourd'hui, il soutient des familles pour leur permettre d'accéder au logement.

Pascale a vécu sur une décharge, elle a connu la violence et a dû faire face à l'incompréhension et au mépris de tous. Aujourd'hui, elle entraîne d'autres familles dans une dynamique de formation et de participation à la vie associative.

Joël a fait sa carrière d'enseignant dans des écoles réputées difficiles. Il invente une manière d'enseigner qui s'appuie sur l'entraide entre les enfants. Cela permet d'apprendre à ceux qui ont le plus de mal, et à tous de développer les valeurs de respect et d'amitié.

Marjorie est élue municipale. Elle entraîne toute sa commune à accepter l'arrivée de familles sans logements, à faire en sorte que leurs enfants soient réellement accueillis et intégrés dans les écoles de la ville.

Dans un des pays les plus riches du monde, où pourtant nous n'avons vaincu ni le chômage ni la pauvreté, dans un monde où les inégalités s'accroissent et où la tentation du repli sur soi ou du tout sécuritaire progresse, Amnesty International, ATD Quart Monde et le Secours Catholique s'unissent pour rappeler qu'une « société de la justice » est possible. Elle s'invente déjà chaque jour par de multiples actions de solidarité et de fraternité. C'est là, avec Jérôme, Pascale, Joël, Marjorie, dans ce quotidien de nos villages, de nos quar-



États-Unis, 1963. Manifestation pour l'égalité des droits.

© Bob Adelman/Magnum Photos

tiers, de nos entreprises, de nos écoles... que se refonde aujourd'hui notre pacte républicain, et peut-être, européen. Ces gestes sont trop isolés et ignorés. Pourtant, face aux souffrances endurées par nombre de nos concitoyens, face aux doutes et aux peurs qui traversent notre société, refuser la misère et établir une société des droits de l'homme reste un projet urgent et moderne. Il nous permettrait de retrouver des priorités pour faire société ensemble.

Le temps est venu de nous rassembler pour refuser ensemble le fatalisme, pour affirmer qu'il est possible de remettre l'homme au cœur de tout

projet de société. C'est ce que vivent certains, et c'est ce que nous proposons à tous. Le temps est venu de demander à nos responsables politiques qu'ils se mettent à l'écoute de tous ces « résistants du quotidien », au premier rang desquels comptent les personnes et familles acculées à la pauvreté et à l'exclusion. C'est une nouvelle démocratie qui doit se

rechercher, basée sur la participation de tous.

Le temps est venu d'exiger que le respect de l'égalité de chacun et l'accès de tous aux droits fondamentaux deviennent notre ambition collective et une priorité des politiques publiques.

« La résistance naît de l'inacceptable »

Geneviève de Gaulle-Anthonioz

Unissons-nous pour réaliser notre ambition d'une société de justice et de fraternité. Affirmons que la véritable solidité de notre démocratie, c'est notre refus collectif d'abandonner certains au bord de la route. Ce refus, nous sommes nombreux à le vivre aujourd'hui et, quel que soit le résultat des prochaines élections, nous le vivrons encore demain. Alors encourageons nos futurs élus à mettre cette ambition et ce refus au cœur de leur projet politique. ■

Geneviève Sevrin, présidente d'Amnesty International Section française

Jean-Pierre Richer, président du Secours Catholique Caritas France

Pierre Saglio, président d'ATD Quart Monde

SOMMAIRE

2 → Logement Un habitat décent pour tous : exemples d'actions.

4 → Emploi Associations, mairies, entreprises, syndicats mobilisés pour exclure l'exclusion.

7 → Cahier central Un projet à défendre pour les élections de 2007 : Justice et Fraternité.

11 → Éducation-culture Des initiatives originales pour favoriser l'accès de tous au savoir.

14 → Enfants

15 → Agroscope

16 → Portrait

Les États adhérents reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence.

Article 11-1 du PIDESC (voir cahier central)



Région parisienne, en 2006.

François Philiponeau/ATD Quart Monde

VALENCIENNES | Reloger en impliquant les familles

Du toit à l'emploi

Dans le Nord, l'Association pour l'insertion par le logement (APIL) implique des familles dans la conception de leur nouvelle maison.

À Vieux-Condé, Rudy et Éléonore sont fiers d'accueillir leurs visiteurs dans le salon d'un jaune lumineux où résonnent les rires de leurs deux fillettes. Cela n'a pas toujours été le cas. Pendant sept ans, le

couple a vécu dans un taudis. Une vieille bicoque, louée par une propriétaire qui refusait net tous travaux. « *Lorsque nous avons décidé de louer la maison, nous étions jeunes, à peine plus de vingt ans. Nous ne connaissons pas grand-chose* », explique Éléonore. Le récit des jours passés réveille de mauvais souvenirs : toilettes à l'extérieur, « *comme dans l'ancien temps* », une « *salle de bains* » impossible à chauffer durant l'hiver, l'humidité plus qu'envahissante, le système électrique dans un état catastrophique, etc. L'arrivée d'Alison, leur première fille, leur fait ouvrir les

yeux. Ils exposent alors leur situation au centre communal d'action sociale (CCAS) de Vieux-Condé qui ne tarde pas à faire déclarer le « *logement* » officiellement insalubre.

Tout s'enclenche ensuite. L'APIL les intègre au projet « *Igloo* » que l'association met sur pied en partenariat avec l'office HLM de la SA du Hainaut. « *C'est une démarche expérimentale qui portait sur quatre logements individuels* », explique Catherine, directrice de l'APIL. Le projet est à destination, justement, des personnes sortant d'un logement insalubre et

dans des situations sociales précaires. « *Nous avons tenu à ce que le loyer soit entièrement couvert par l'APL* », précise-t-elle. Mais plus qu'une simple proposition de relogement « *sec* », c'est toute une démarche de réinsertion que l'association met en place. « *Nous avons impliqué les familles concernées dès l'ébauche du projet, un an avant que les travaux ne démarrent* », raconte Catherine. Les futurs habitants découvrent les plans des habitations, discutent avec les architectes...

Le projet prévoit également une enveloppe destinée à embaucher les personnes accompagnées sur les lieux de leur future habitation. Rudy bénéficie ainsi d'un contrat d'intérim social le temps du chantier. Après avoir participé au gros œuvre, il revient travailler au moment des finitions. C'est lui qui peint et pose

les tapisseries. C'est lui aussi qui en a choisi les couleurs. Amorcés en juin 2004, les travaux sont complètement terminés en juin 2005. « *Ça fait un drôle d'effet d'être là lors de la première pierre de sa maison. J'ai pu la voir grandir sous mes yeux* », témoigne Rudy. Et même lorsqu'il n'est pas présent sur le chantier, la famille vient très souvent « *voir où les choses en sont* ».

Une confiance redoublée

Rudy et Éléonore prennent possession de la maison peu après la naissance d'Océane, leur seconde fille. « *Le changement a été radical. Les filles ont dû changer d'école, mais elles s'habituent bien. Désormais, elles en ont terminé avec les bronchites à répétition qu'elles avaient dans l'ancienne maison* », raconte Éléonore. L'expérience a également permis à Rudy ●●●



PAROLES DE SANS-VOIX

✓ « *Quand on m'a expulsée, ils ont tout jeté : les photos de mes enfants, mes cadeaux de mariage, tous mes souvenirs. C'est ma vie qu'ils ont foutue à la poubelle.* »

✓ « *J'informe les gens qui en ont besoin. Je suis moi-même SDF et je suis en train de m'insérer pour trouver un logement où habiter avec ma famille. Tous les*

lieux d'accueil où je suis allé (associations, mairies) qui aident, j'ai passé le tuyau aux gens que je connaissais et qui étaient dans le même cas que moi. »

... de mettre le pied à l'étrier. La société de gros œuvre pour laquelle il a travaillé l'a repris sur d'autres missions. Embauché en contrat emploi consolidé par le CCAS de Vieux-Condé, il multiplie les entretiens d'embauches pour « après », lorsqu'arrivera le terme de son contrat aidé. Des entretiens qu'il mène avec une confiance redoublée par l'expérience acquise. Mais quelles que soient les voies de l'avenir, pour le couple une chose est sûre : désormais, ils n'ont plus « honte d'accueillir des amis à la maison ». La directrice de l'APIL se félicite : « *Ce qui m'a le plus surpris, c'est la motivation des gens dans ce projet* ». Le bilan est positif et une opération similaire est en cours de montage dans une commune toute proche. ■

Matthieu Millecamps,
journaliste à Nord Éclair
➔ www.union-habitat.org/igloo

➔ Résister, c'est parfois désobéir

L'éthique doit-elle primer sur le devoir ? Ce pourrait être un sujet de philosophie pour étudiants. Or, pour de nombreux professionnels, c'est un dilemme très concret. Pour défendre les plus vulnérables, certains se mettent en effet « hors la loi ». En estimant qu'une mesure, un règlement, un ordre, qui risque d'accroître une détresse ne doit pas être appliqué.

À Toulouse, une directrice d'école s'est engagée à cacher une de ses élèves plutôt que de la voir expulsée, délit passible de cinq ans de prison et 30 000 euros d'amende. Un peu partout, d'autres enseignants, soutenus par des parents, des militants associatifs et des municipalités, organisent des « parrainages citoyens » d'enfants nés et scolarisés en France mais sans papiers, un geste symbolique pour les placer, avec leurs parents, sous leur protection.

Il arrive aussi que des élus prennent illégalement des positions. À Allonnes (Nord), le maire et son conseil municipal ont, par exemple, décrété un arrêté anti-coupures d'électricité et de gaz pour les familles en difficulté sociale et économique. À Vénissieux (Rhône), le député-maire a interdit, lui, toute l'année, les coupures d'électricité, d'eau et de gaz, ainsi que les saisies mobilières et les expulsions locatives.

Mme la Maire de Bagneux (Hauts-de-Seine) s'est également retrouvée devant le tribunal administratif suite à son arrêté interdisant les expulsions locatives. Sa justification ? « *J'estime que la France du XXI^e siècle doit être en mesure de garantir un toit à tout le monde. C'est une question de justice.* »

« *J'ai fait ce que ma conscience me dictait [...]. Je ne regrette rien. Je n'aime pas l'injustice* », expliquait, dans le journal *Le Monde*, Noël, un agent EDF sous le coup d'une procédure disciplinaire pour avoir refusé d'effectuer des coupures de compteur. Les médias ont beaucoup parlé de ces salariés EDF de Gironde qui vont jusqu'à rebrancher clandestinement l'électricité, se structurant en « Robins des Bois de l'énergie ». Il ne s'agit bien évidemment pas de prôner l'insoumission. Mais elle amène, parfois, les institutions à bouger : à présent, à Allonnes, les dossiers d'impayés se négocient d'un commun accord mairie-EDF.

Nous sommes confrontés à nos idéaux car les citoyens d'une société, ayant la fraternité inscrite dans sa devise, peuvent-ils laisser des familles être fichées « familles à problèmes » ou jetées à la rue en plein hiver ? ■

Chantal Joly, journaliste à *Feuille de Route*

@ Résistances
continue sur
www.jeresiste.org

EN BREF

● **DANS LA COUR D'UN IMMEUBLE DORT UNE PERSONNE SANS DOMICILE.** Un jour, un interphone est installé. Les gens de l'immeuble se réunissent : comment va-t-il faire pour atteindre la cour ? La décision est prise de lui donner le code.

● **À RENNES, CHAQUE JOUR UNE HABITANTE VOYAIT DES FAMILLES DORMIR DANS DES VOITURES.** Le jour où elle a vu un nouveau-né vivre dans ces conditions, elle a décidé que ce n'était plus possible. Elle a donc interpellé les élus, averti les journalistes, diffusé l'information sur Internet.

GRENOBLE | Les habitants nomment leur lieu de vie

Dialogue dans la cité

Dans le quartier Jouhaux, des habitants s'expriment... et ça change les choses !

Ce jour-là, à Jouhaux, un quartier de Grenoble où la vie n'est pas toujours facile, la présentation aux habitants d'un nouveau projet d'aménagement urbain n'a pas déplacé la foule. Mais Mohamed, Caroline, et Michel ont quitté leur appartement pour rejoindre l'équipe d'animateurs, d'éducateurs, de représentants de la mairie et d'associations venus pour l'occasion. Leur quartier, ils le regardent d'un autre œil depuis qu'ils participent au groupe

qui se réunit tous les mercredis en fin d'après-midi. « *On traite de tout et de rien, des problèmes du quotidien* », résume sobrement Caroline. « *On dialogue, et c'est déjà beaucoup, c'est la base de la vie.* », ajoute Mohamed, qui vit depuis seize ans à Jouhaux.

Tisser du lien social, c'est la mission que se sont donnée les animateurs de Cause Commune au Secours Catholique, en prenant pied dans cinq quartiers populaires de la région grenobloise. « *C'est un projet sans projet, à contre-courant de la démarche traditionnelle des travailleurs sociaux. Nous n'avons rien à proposer, nous souhaitons simplement que les gens deviennent pleinement*

des citoyens en se prenant en charge », explique Jean-Luc, cheville ouvrière de Cause Commune. À Jouhaux, où la Maison des Jeunes et de la Culture, cible de pillages répétés, a été rasée il y a quatre ans laissant place à un terre-plein désert et à un sentiment d'abandon, la dimension collective se cristallise fragilement autour des problèmes d'habitat. « *C'est la première chose que les gens ont en commun. Une préoccupation partagée, cela devient prétexte à créer des liens qui ne seraient pas spontanés* », note une des animatrices.

Épaulés, les habitants sont devenus, à travers des rencontres régulières avec le bailleur et des réunions avec les élus, ac-

teurs de leur quotidien. Le baptême symbolique des quatre tours en est l'illustration. Les n°s 1,3,5 et 7 sont devenus les Jonquilles, Orchidées, Bleuets et Edelweiss, à l'issue d'un long processus de consultation qui a permis aux habitants de se retrouver dans une action commune. « *On voit des gens se remettre debout, à travers ces actions, même si c'est simplement pour tailler un arbre, installer un banc* », explique Jean-Luc. Plus que le résultat de ces initiatives sur le terrain, l'essentiel est ailleurs, dans la volonté de balayer l'ambiance fataliste et résignée. ■

Vianney Aubert,
journaliste au *Figaro*

✓ « *Je n'ai pas de place pour faire mes devoirs... Je dors avec mon frère et on n'a pas de place pour ranger nos vêtements et nos affaires d'école... J'ai honte de dire où j'habite...* »

✓ « *Avec mes enfants, nous étions hébergés par des amis, mais cela ne pouvait durer, cela ne pouvait être que provisoire. Après des recherches avec mon assistante sociale, on m'a dit*

que je n'avais pas le choix et qu'il fallait que j'accepte de dormir moi de mon côté dans un centre d'hébergement et mes enfants dans un autre centre. »

20,8
MILLIONS

Logement :

il y a 20,8 millions de réfugiés dans le monde.

● **EN SUISSE, UNE FEMME DANS LA MISÈRE ÉTAIT EXCLUE PAR LE RESTE DU VILLAGE.** Le jour où elle a été insultée par des enfants sans qu'aucun adulte réagisse, elle est rentrée chez elle et a fermé les volets. Deux jours après, les policiers sont venus et elle leur a annoncé qu'elle ne les rouvrirait que lorsque les habitants seraient à nouveau gentils avec elle. Cela a pris quelques semaines pour qu'elle accepte de les ouvrir, après qu'un responsable de la commune est venu s'excuser du comportement de certains de ses concitoyens. Depuis, à son tour, elle vient en aide aux gens qui l'entourent.

● **CAMPAGNE POUR UN DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE :** l'école a été rendue accessible à tous, faisons de même pour le logement.

➔ www.jeresiste.org

Les États adhérents reconnaissent le droit au travail qui comprend le droit qu'à toute personne d'obtenir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement choisi ou accepté, et prendront des mesures appropriées pour sauvegarder ce droit.

Article 6-1 du PIDESC (voir cahier central)

PROJET-PILOTE | Travailler autrement ensemble

Emploi, égalité, fraternité



TAE : Travailler et Apprendre Ensemble.

François Philiponeau/ATD Quart Monde

En région parisienne, une entreprise permet à des personnes au parcours difficile de mieux vivre.

« Pour nous, le travail n'apporte pas seulement une sécurité financière : il permet aussi, et surtout, de nouer des relations humaines. » Si l'association Travailler et Apprendre ensemble (TAE) a été créée

par ATD Quart Monde en 2002 à Noisy-le-Grand, c'est pour inventer et expérimenter de nouvelles manières de penser le travail. « Nous avons voulu créer une entreprise qui permette à des personnes de retrouver un emploi rémunéré, mais qui soit aussi un lieu d'épanouissement et de fraternité, un lieu où chacun se sente utile, reconnu en tant qu'homme aussi bien qu'en tant que travailleur », explique David, responsable de la structure. L'association, qui s'est spécialisée sur trois domaines d'activité (reconditionnement de matériel in-

formatique, nettoyage de locaux, entretien et rénovation de bâtiments), compte aujourd'hui dix-huit salariés. Certains ont rencontré des difficultés qui ont pu autrefois les éloigner du monde du travail et les installer dans des situations de grande précarité. D'autres, surnommés « compagnons », ont eu la chance de s'intégrer plus facilement à la société, mais ont fait le choix militant de travailler pour TAE, pour une durée de six mois à deux ans, afin de lutter à leur manière contre l'exclusion. « Les compagnons ne

sont ni des tuteurs ni des encadrants, précise David. Ce sont des salariés comme les autres, qui acceptent de recevoir la même rémunération et font partie du même groupe de travailleurs que les autres. »

Tous égaux

Car, ici, tous sont sur un pied d'égalité. Dans les équipes de travail, s'il y a un responsable, il y a surtout des collègues qui échangent leurs savoirs, leurs savoir-faire et leurs « trucs », pour parvenir à résoudre les difficultés et mener à bien la production. Bayram travaille

depuis six mois dans l'équipe chargée de remettre en état des ordinateurs usagés destinés à des associations. « Au départ, je n'y connaissais rien. Mais j'ai vu comment les "anciens" faisaient, ils m'ont expliqué, je leur ai aussi montré des choses que je savais faire. Quand j'ai un problème, je vais voir mon voisin, et inversement. Et maintenant, je peux me débrouiller. » Cette manière de travailler permet non seulement de valoriser les connaissances de chacun, mais aussi « d'apprendre de manière plus concrète, moins théorique, et donc de mieux assimiler »

« Quand on trouve un travail, on devient plus homme, car ici je suis un travailleur comme un autre avant tout. On est plus respecté, et puis on a une autre façon de vivre en famille : à partir de là, on peut se loger, on peut se vêtir, on peut sortir. C'est tout un ensemble. »

Jacques,
employé à l'atelier
informatique
de TAE



PAROLES DE SANS-VOIX

Quand on n'a pas d'emploi, le pire c'est...

- ✓ pas de salaire pour vivre, l'expulsion, la misère
- ✓ ce qu'on dit de nous : inutiles, feignants, profiteurs...

- ✓ se lever le matin sans but
- ✓ expliquer le travail à ses enfants
- ✓ avoir le sentiment de ne plus servir à rien
- ✓ être méprisé
- ✓ être dépendant de l'État

18
MILLIONS

C'est le nombre de chômeurs dans l'Union européenne.

●●● *les choses* », estime Maggy, salariée de TAE depuis un an. À côté de l'activité de production, une partie du temps de travail est consacrée à des projets divers.

Des liens forts entre salariés

Chaque semaine, les salariés se retrouvent par petits groupes pour organiser des événements conviviaux dans l'entreprise (anniversaires, pots de départs, déjeuners de Noël), préparer le permis de conduire, entretenir le jardin ou réfléchir à l'amélioration de la politique sociale de l'entreprise. L'un d'eux, britannique, initie à l'anglais ceux qui le souhaitent. Des sorties culturelles sont organisées une à

deux fois par semaine : les salariés, accompagnés de leur famille, ont ainsi pu aller au théâtre, à l'opéra, mais aussi en week-end à Trouville et à Londres, ou en visite d'entreprises. Parce qu'ils ne pourront pas rester éternellement dans l'association, un atelier « recherche d'emploi » est également organisé tous les mardis matins, afin de les aider à préparer l'« après-TAE ». L'objectif : dénicher ensemble des offres d'emploi intéressantes, rédiger *curriculum vitae* et lettres de motivation, ou encore rencontrer des dirigeants d'entreprises voisines. « Une partie de nos salariés travaille sur des emplois aidés, et ces contrats de travail ont forcément

une durée de vie limitée », note David. *Ils devront donc un jour quitter l'association. En revanche, il est évident que la durée de notre contrat moral vis-à-vis d'eux n'est pas limitée. Par conséquent, nous ne les lâchons pas tant qu'ils n'ont pas trouvé de solution de sortie.* »

Soutenus et respectés

Ces activités collectives contribuent à créer des liens forts entre salariés. Plus généralement, ceux-ci estiment que travailler à TAE leur permet de se reconstruire, de retrouver une dignité. « Ici, on se sent soutenus et respectés, on regagne confiance en nous », jugent-ils à l'unanimité.

Jacques, proche de l'âge de la retraite, a été le premier em-

bauché à l'association. Auparavant, il avait travaillé dans le bâtiment, puis s'était reconverti comme magasinier polyvalent à la suite de problèmes de santé. « J'ai fait plein de petits boulots avant d'arriver ici, j'ai un peu galéré même si je n'ai pas beaucoup connu le chômage. Je travaille à TAE depuis 2002. Je m'entends très bien avec mes collègues, on s'entraide, on se voit en dehors du travail, il y a une très bonne ambiance. » Et de conclure avec un grand sourire : « Aujourd'hui, je me lève tous les matins en étant heureux d'aller travailler. » ■

Camille Dorival,
journaliste à

Alternatives économiques

➔ www.tae-asso.org

EN BREF

● À CAEN, « L'ASSIETTE SANS FRONTIÈRES » propose de la restauration gastronomique à tarif abordable, tout en poursuivant l'objectif de réinsérer des personnes exclues du monde du travail. La recette : tenir compte de la personnalité de chacun pour la répartition des tâches. Les employés retrouvent confiance en leurs capacités et acquièrent de nouvelles compétences professionnelles. Le restaurant, qui a un statut de société coopérative d'intérêt collectif, fait également travailler des structures au Mali pour son mobilier. ➔ www.assiettesansfrontieres.com

PME | Une entreprise citoyenne

Cleaning exclut l'exclusion

Dans le Nord, une entreprise fait le choix de la motivation au-delà des « étiquettes ».

Une entreprise bicéphale et familiale. Yann qualifie ainsi Cleaning, créée par sa mère en décembre 1996 dans les combles de son grenier et qu'il a rejointe en 2002. Mais cette société de nettoyage installée à Loos-lez-Lille, à deux pas du CHRU, met surtout en œuvre une responsabilité sociale et environnementale. Cleaning refuse les produits chimiques. Et Cleaning cherche un rôle social. Un rien provocateur, Yann affirme pratiquer la discrimination positive. « La solution de facilité pour les entrepreneurs, c'est de se rassurer en embauchant leurs clones. » Yann, 32 ans, juriste en droit social, a pris la tangente. « J'étais en fac de droit quand j'ai accompli mon service militaire civil auprès de personnes handicapées. J'ai constaté la force positive qu'elles dégagent. Je savais alors que j'en tiendrais compte en devenant chef d'entreprise. »

On peut être handicapé physique, mais aussi handicapé social. Le jeune patron ne pouvait l'ignorer. Le seul critère d'embauche, chez Cleaning, est la motivation. Pas de problème : elle est démesurée par rapport à celle d'un employé lambda. Sur un même site, Cleaning associe par exemple des personnes aux profils très différents. Une femme de plus de 50 ans farouchement désireuse de retrouver du boulot, une mère de famille russe ne parlant pas français, un jeune rmiste, une personne handicapée... Ce groupe fonctionne très bien grâce à une mentalité de partage et d'échange !

Des réussites...

Le taux d'échec est estimé à 10%. Moins que dans une entreprise classique. Ce fut le cas par exemple d'un employé qui n'a pas pu s'adapter au rythme du nettoyage. Mais beaucoup retrouvent rapidement le goût de l'effort. Certains ne l'avaient d'ailleurs jamais perdu, telle cette mère rmiste élevant seule ses deux enfants, qui voulait absolument un job. Les réussites font plaisir à voir. Ainsi ces employés au chômage qui

n'avaient pas su suivre l'évolution technique de leur branche, et qui retrouvent confiance grâce à un programme adapté. Ou cette ancienne ouvrière, devenue agent d'entretien puis secrétaire, et enfin promue chef de site : arrivée chez Cleaning en raison d'un problème de santé, elle est aujourd'hui la numéro 3 de l'entreprise de 90 salariés. Autre exemple, l'embauche d'une jeune femme déclarée inapte par la médecine du travail et licenciée en conséquence par une société concurrente. Cleaning a ajusté le poste à sa nouvelle salariée. « Ou encore cette Martiniquaise de 22 ans, sous curatelle. Une jeune femme qui ne sait pas gérer ses fonds. Elle a été reconnue Cotorep et nous l'aidons à comprendre comment tenir son budget. Pourquoi ne pas voir cela plus souvent dans le monde de l'entreprise ? Je pense que les aides proposées ne sont pas assez connues. » Yann loue l'écoute des fonctionnaires ANPE. De vrais alliés contre l'exclusion. ■

Geoffroy Deffrennes,
correspondant du Monde à Lille

➔ cleaning.loos@free.fr

Avoir un bon emploi, c'est...

- ✓ me permettre de vivre et faire vivre ma famille
- ✓ dire « Je suis maçon, peintre, menuisier... »
- ✓ avoir des collègues

- ✓ pouvoir utiliser tout mon potentiel
- ✓ mon avis qui est pris en compte
- ✓ continuer à apprendre
- ✓ être respecté et estimé

14
MILLIONS

de travailleurs pauvres
dans l'Union européenne

10%

1 kg de banane
équitable

ne coûte que 10% de plus qu'un kilo de banane conventionnel. Mais le producteur, lui, est rémunéré trois fois plus.

● DES FORMATIONS EN PARTENARIAT. Depuis 2002, des personnes vivant l'exclusion interviennent, dans des formations (cadres de la banque, employés municipaux, travailleurs sociaux, personnels de l'hôpital, fonctionnaires de police...) à une place inhabituelle, celle de réels interlocuteurs. D'où le titre de cette démarche initiée par ATD Quart Monde : la coformation. La pédagogie part de l'expérience et mise sur le dialogue. Chacun adopte simultanément le rôle de celui qui apprend (le quotidien d'une vie difficile, les contraintes des professionnels) et de celui qui enseigne. Il s'agit de dépasser ses peurs et ses a priori afin de changer l'image que l'on peut avoir de l'autre. Et, au final, de changer les pratiques.

➔ www.atd-quartmonde.asso.fr

@ Résistances
continue sur
www.jeresiste.org

EN BREF

● À ALÈS, AU FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS, de nombreux jeunes « galèrent » et ont du mal à trouver un emploi. Divers adultes, dont la directrice du foyer, décident d'agir et de les accompagner pour qu'ils aillent au contact des employeurs, sans attendre que ceux-ci cherchent des salariés. Le but est de créer un lien de confiance entre des patrons et des jeunes, qui souffrent de nombreux préjugés et sont parfois considérés comme « trop peu motivés ». Une fois le mur de la méfiance abattu, il est alors souvent plus facile d'être embauché.

218
MILLIONS

C'est le nombre d'enfants qui travaillent dans le monde.

● EN POITOU-CHARENTES, DES MILITANTS DE LA CFDT participent à des associations de quartier, des organismes d'insertion, de développement durable... Avec partout un objectif : dépasser l'assistance en agissant avec les personnes en précarités. La stratégie du syndicat est de lutter contre l'exclusion dans le cadre des entreprises, mais aussi en s'investissant dans des structures de terrain.



PAROLES DE SANS-VOIX

VANNES | Un atelier d'échanges ouvert à tous

Recherche d'emploi au pied des immeubles

Dans un quartier de Vannes, un lieu convivial permet à des chômeurs de redevenir actifs.

La recherche d'emploi, c'est d'abord une affaire de proximité. À Vannes, en 1992, sont nés les Ateliers d'aide à la recherche d'emploi de Kercado et Ménimur. « Nous nous sommes dit qu'il fallait être dans les quartiers où vivent les personnes les plus démunies, c'est-à-dire les Zones urbaines sensibles (ZUS) », explique Marie-Line, animatrice-coordinatrice.

Ces ateliers, sans rendez-vous, où le tutoiement est de rigueur, qui s'appuient sur la convivialité, pourraient s'appeler « réseau de l'espoir ». Ici, on cherche à donner confiance en soi, à faire profiter chaque personne d'un

réseau de conseils et de relations pour mieux s'en sortir. « C'est aussi l'échange le plus simple : nous avons eu une personne récemment qui se retrouvait à la rue, à la suite d'un divorce. Il y avait à l'atelier une personne qui a spontanément proposé le prêt d'une pièce dans sa maison afin de l'aider, conte Marie-Line. Ou encore ce monsieur, tout sourire, qui nous a apporté un cadeau, après avoir retrouvé un travail. » Parce qu'ici, tout le monde ne pousse pas la porte par besoin. C'est parfois un simple bonjour.

« Ces ateliers ne sont pas des succursales de l'ANPE ou de la Mission Locale. Ici, c'est d'abord un coup de pouce, un peu de remotivation, une simple photocopie de CV », explique Anne-Marie, adjointe au maire chargée de la vie des quartiers. Il peut simplement s'agir de se retrouver à plusieurs, de ne pas rester seul.

Parmi les initiatives, un atelier « Image de soi » : maquillage, look, présentation, simulation d'entretien filmé... « La recherche d'emploi, c'est d'abord une reconquête sur soi-même. Il nous faut aider les gens à ne pas douter d'eux-mêmes, explique Étienne, chef de projet. Nous sommes là pour ouvrir la porte et accompagner physiquement ceux qui cherchent un travail. »

En 2005, 3 057 personnes ont bénéficié des ateliers de recherche d'emploi. La population de femmes qui vient aux ateliers est toujours un peu plus importante. Mais les résultats sont bien là : depuis 1998, le chômage dans les deux zones de Kercado et Ménimur a baissé de 19,9%. La proximité et l'écoute, dans ce domaine, portent leurs fruits. ■

Éric de Grandmaison,
Journaliste à Ouest-France

MILLEVACHES | Un réseau contre l'exclusion en milieu rural

La solidarité sur un plateau

Sur le plateau de Millevaches, certains veillent sur d'autres au nom de la solidarité.

C'en est fini de l'exode rural. Le plateau de Millevaches connaît un relatif afflux de citadins en quête d'une vie moins chère. « Or, ici aussi, tout coûte. On a besoin d'un véhicule pour effectuer la moindre démarche. Qui plus est, les emplois sont rares et nécessitent souvent des compétences en agriculture ou en artisanat. La seule solution consiste dans bien des cas à créer sa propre activité », explique Anne-Claire. Pour faciliter l'installation des nouveaux venus, elle a

créé en 1998 Solidarité Millevaches.

Cette association accorde des dons pouvant aller jusqu'à 3 000 euros, ainsi que des prêts. « Grâce à cet argent, telle personne qui avait décidé de proposer des services de coiffure à domicile a pu s'équiper en outils indispensables, telle couturière a pu acquérir une machine », précise Anne-Claire.

Une soixantaine de veilleurs Solidarité Millevaches apporte aussi son soutien aux « gens du cru ». « Quand on a des difficultés, on ne le crie pas sur les toits. C'est souvent, dans nos villages, une question de pudeur, de dignité », constate Édith, une ancienne assistante so-

cial, aujourd'hui trésorière de l'association. Pour éviter les points de non-retour, Solidarité Millevaches a mis en place un réseau informel d'une soixantaine de « veilleurs ». « Nous leur demandons d'être à la fois discrets et attentifs aux éventuelles situations de détresse survenant autour d'eux. Le rôle de ces bénévoles est de faire connaître nos activités aux personnes qui ont besoin d'aide », explique Julie, l'unique salariée de l'association.

Cette aide prend parfois la forme d'un « atelier ». Bénévoles locaux et citadins venus participer à un stage de réinsertion se retrouvent alors, le temps d'une journée, pour couper du bois ou nettoyer

une étable. « En 2001, j'ai repris cette ferme, qui avait été longtemps laissée à l'abandon. Lors de l'installation, cinquante personnes étaient là pour m'épauler. Certaines ont coulé du béton, d'autres ont enlevé les ronces, d'autres encore ont creusé des tranchées pour permettre la pose de tuyaux d'évacuation », se souvient Suzanne qui, après un divorce, avait choisi de quitter les montagnes du Puy-de-Dôme « avec cinquante-six chèvres sur les bras », et de recommencer sa vie au pays de la vache limousine. « Cette solidarité m'a donné beaucoup d'énergie, dit-elle. C'est quelque chose de phénoménal ! » ■

Denis Peiron,
journaliste à La Croix

✓ « On devient malade d'être au chômage. »

✓ « J'ai connu pas mal d'employeurs et j'ai connu pas mal de chômage. Au début du chômage, tu te sens encore utile.

Après, tu perds l'espoir.

Tu crois que tu ne sers à rien. Celui qui ne trouve pas, il perd la pêche. Quelquefois, il se laisse aller. Il croit qu'il n'en trouvera plus. Qu'il est trop âgé.

Qu'on n'a pas besoin de lui. »

✓ « Si on a du travail, on peut faire un plan sur l'avenir. Avoir une vision sur l'avenir. Pas que vivre au coup par coup ou au jour le jour. »

RÉSISTANCES



Le journal du refus de la misère

Journal gratuit édité par ATD Quart Monde. 17 octobre 2006. Ne peut être vendu.

ÉDITORIAL

Justice et fraternité : un projet politique ?



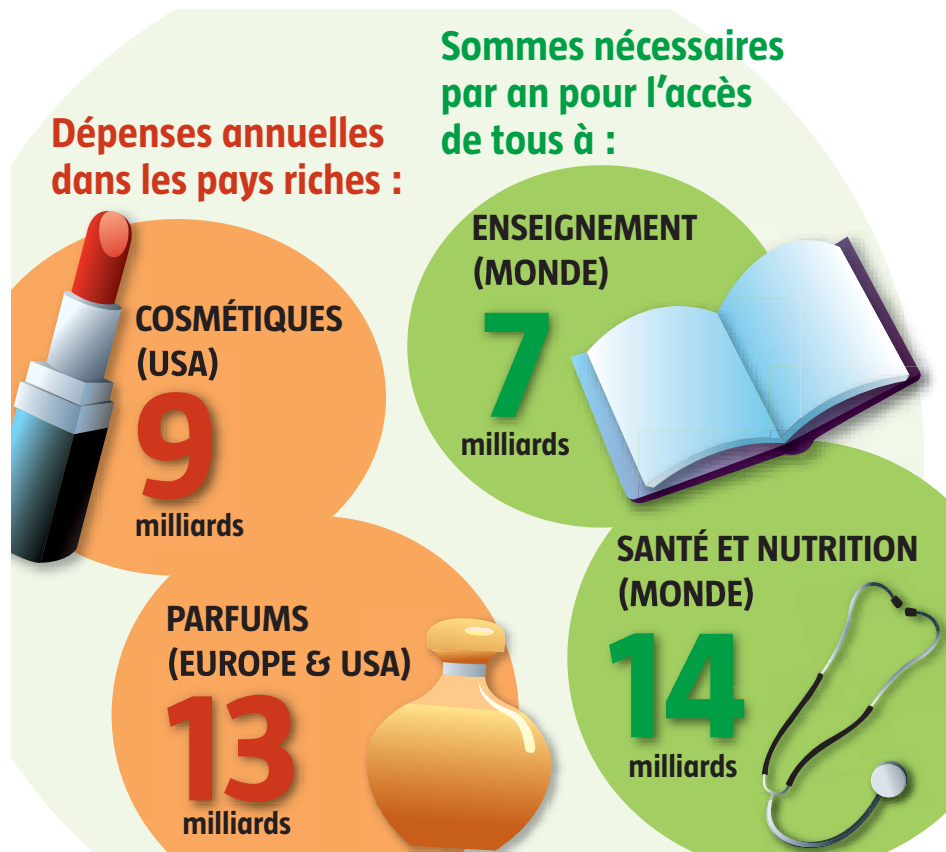
La période électorale qui s'ouvre, avec les échéances de 2007 et 2008, devrait nous mettre, collectivement mais aussi individuellement, devant un véritable choix de société.

Notre monde se fracture. Ici, les habitants se rassemblent pour refuser la construction de logements sociaux pourtant obligatoires, là pour refuser l'aménagement d'une aire de stationnement pour les gens du voyage. Ici des parents changent leurs enfants d'école pour qu'ils ne soient pas au contact de ceux issus des milieux populaires, là on répond à la révolte des jeunes en les traitant de délinquants, sans rechercher les causes de leur sentiment d'exclusion. Les exemples pourraient se multiplier.

Tout se passe comme si nous avions accepté qu'il n'y ait pas de place pour tout le monde, et que le sauve-qui-peut individualiste était la seule manière de survivre. Sauf que nous produisons ainsi une société d'injustice et d'exclusion.

Un malaise grandissant

Le second tour des élections présidentielles de 2002, comme le résultat du référendum sur la Constitution européenne, la crise des banlieues



Les droits fondamentaux : un choix de société

En dollars US ; source : PNUD

ou le refus massif du CPE traduisent pourtant le malaise lié à cette évolution.

Malgré les multiples exemples de citoyens, de professionnels, d'élus qui s'engagent pour la justice et dont témoigne ce journal, nos sociétés, converties au pouvoir de l'argent, peinent à traduire en actes les idéaux de solidarité et de fraternité. Espérons que les échéances électorales à venir seront l'occasion d'un débat

« Si nous acceptons que les plus fragiles soient abandonnés, alors nous sommes tous menacés. »

sur les fondements de notre contrat social et républicain.

Solidarité = sécurité

Affirmons que l'accès de tous aux droits fondamentaux doit être la priorité de tous nos efforts. La Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948 aux lendemains de la guerre, le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels, ratifié par la France en

1981, la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, votée en 1998 ; tous ces textes sont les fondements d'une « démocratie de l'essentiel », sur lesquels chaque citoyen comme chaque responsable politique doit s'engager.

Affirmons que notre véritable sécurité consiste en notre solidarité. Car si nous acceptons que les plus fragiles soient abandonnés sur les bords de la route aujourd'hui, alors nous sommes tous menacés pour demain.

Affirmons la place particulière qu'il faut accorder aux plus modestes d'entre nous, car ce sont eux qui pourront nous dire si les réformes que nous devons entreprendre créent de la justice ou augmentent les écarts. C'est un enjeu de démocratie.

Interpeller les candidats

À l'approche des élections, adressons à nos candidats l'appel que vous trouverez en page III, pour que la justice et la fraternité, liées ensemble, soient au cœur de leur projet politique.

Participons aux événements qui seront organisés à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère, le 17 octobre, pour montrer que nous sommes nombreux à vouloir construire un monde où chacun aura une place. ■

BONNES PRATIQUES | Des politiques pour tous

Quand les maires écoutent la voix des plus pauvres

Au départ, il y eut une fête organisée autour des Roms, par ATD Quart Monde et des citoyens d'Aubervilliers en 2004. Dans cette commune de Seine-Saint-Denis, 500 à 700 personnes, Roms pour la plupart, vivent en bidonville. Après la fête, une poignée d'habitants, un prêtre et des bénévoles d'ATD Quart Monde décident d'organiser une première manifestation pour la journée du refus de la misère, immédiatement soutenus par le maire (PCF) Pascal Beaudet. La même poignée de « citoyens » crée dans la foulée un « Collectif d'expression, de recherche et d'engagement sur la grande pauvreté à Aubervilliers-La Courneuve ».

Aujourd'hui, ils sont une quinzaine à se retrouver en soirée, toutes les six semaines environ dans les locaux d'Épicea, l'épicerie solidaire créée par la mairie. Parfois, ils rejoignent une université populaire* pour participer à la réflexion sur des thèmes, tels la violence ou l'exil. D'autres fois, les rencontres ont lieu en petit comité. Avec toujours l'idée que chacun puisse enfin exprimer son point de vue. Une jeune femme Rom parle moins des rats parcourant le camp que du sentiment d'être rejetée de partout... Une mère de famille considère que sa toxicomanie n'a pas été l'épreuve la plus difficile de sa vie : « J'ai su arrêter de me droguer. Ce qui m'a demandé le plus de courage, c'est par la suite de devoir supplier que mon enfant soit placé en famille d'accueil parce que nous avons été expulsés et étions à la rue. » À partir de ces histoires, le groupe est en train de réaliser une exposition baptisée « Mémoires de courages » qui sera présentée

le 17 octobre 2006. « Ce groupe permet de rencontrer des personnes en situation de grande précarité que l'on ne voit jamais », note Claudine Pejoux, conseillère municipale et membre du collectif. Conséquence pour l'action municipale ? « Il existe des liens, même s'ils ne sont pas formels, notamment avec notre projet d'insérer par le logement quatre-vingts personnes issues des bidonvilles, sur un terrain appartenant à la ville. »

Dialogue citoyen

À Bordeaux (Gironde), la prise de parole est beaucoup moins informelle. « Nous avons mis en place en 1999-2000 un groupe de dialogue citoyen pour coproduire ensemble de l'action sociale », explique Véronique Fayet (UDF), adjointe au maire chargée du développement social. Le principe : aux côtés d'une dizaine d'agents volontaires du Centre communal d'action sociale (CCAS) une dizaine d'usagers représentent des « groupes ressources » qui se sont mis en place dans des établissements (foyer maternel...) et des associations de quartier ayant accepté de jouer le jeu. Chaque thème est travaillé collectivement et le représentant rend compte de la position du groupe dont il est issu. Le groupe de dialogue citoyen a d'abord planché sur les critères d'attribution de la carte de gratuité dans les transports, pointant les incohérences et les publics oubliés. Ses propositions ont été adoptées par les élus de la communauté urbaine en

2002. Le groupe s'est également penché sur la question du logement : « Mais sur ce thème, il est difficile de déboucher sur des changements concrets : on se heurte à des financements nationaux, au prix du foncier dicté par le marché... Il faut alterner ces débats de fond et des actions plus concrètes », note Véronique Fayet. Aujourd'hui, l'heure est au renouvellement du groupe. Il va falloir remobiliser des agents, des volontaires ayant abandonné en cours de route, mais aussi aider les usagers à laisser leur place à d'autres, quitte à s'investir différemment. Quelques-uns pourraient ainsi siéger au sein du Conseil de développement social que la mairie crée pour piloter son nouveau projet de cohésion sociale, adopté en 2005 au

terme d'une longue démarche participative, associant l'ensemble des élus municipaux, les agents du CCAS, les partenaires institutionnels, et ayant donné lieu à un Forum de la fraternité ouvert au grand public en octobre 2004.

Les « usagers du social » ont des choses à dire. Et cela ne concerne pas que les services sociaux : depuis le 1^{er} décembre 2005, l'accès aux collections permanentes des sept musées bordelais est ainsi devenu gratuit pour tous, tous les jours. ■

Marie Bidault, journaliste à

La Gazette des Communes/La Gazette Santé Social

* Université populaire Quart monde : rencontre mensuelle de réflexion autour d'un thème, entre personnes de différents milieux.

« Rencontrer des personnes en situation de grande précarité que l'on ne voit jamais. »

INTERVIEW | « Nous sommes une force »

Martine, 55 ans, vit dans une cité à Caen, depuis l'enfance.

Elle est devenue militante à ATD Quart Monde à cause d'une phrase prononcée par le fondateur de ce mouvement, Joseph Wresinski : « Le monde a besoin de vous et vous êtes capables de faire bouger le monde ! »

RÉSISTANCES : Comment les habitants de votre cité en sont-ils venus à agir sur leur quotidien et dans la société ?

MARTINE : Les projets, les actions en commun se sont mis en route doucement. Il faut du temps pour que nous, les pauvres, nous nous autorisions à agir et à revendiquer des droits. Parce qu'auparavant, il faut arriver à restaurer un peu de confiance en nous. Ce qui

freine les engagements c'est toujours le regard négatif que les autres portent sur nous. Moi qui suis une des habitantes de cette cité, avec les mêmes misères et le même quotidien, je connais ce regard, ce jugement. Je sais que nous ne sommes pas considérés comme des citoyens à part entière et que personne ne nous reconnaît la capacité d'avoir des points de vue

ou de prendre position sur la société qui nous entoure. Et je comprends très bien que la plupart d'entre nous croient aussi qu'ils ne sont rien ni personne. Petit à petit, pourtant, nous avons pu nous battre ensemble sur des projets et des actions. Certaines familles ont pu réaliser des projets de vacances. Et des parents participent régulièrement aux séances de l'Université populaire. C'est en agissant, en participant que beaucoup d'entre nous ont découvert qu'ils étaient capables de réfléchir, de s'exprimer et de débattre sur leurs problèmes et ceux de notre société. Et c'est comme cela aussi qu'ils ont re-

trouvé un peu plus d'assurance et de dignité.

RÉSISTANCES : Dans quels combats êtes-vous engagée aujourd'hui ?

MARTINE : Dernièrement, par exemple, face aux gros problèmes d'insalubrité, de bruit, d'hygiène et de boîtes aux lettres de ma cage d'escalier, nous avons décidé de rédiger des pétitions et des courriers pour interpeller directement l'office d'HLM, la mairie et la police. Ils ont d'ailleurs fini par accepter de nous rencontrer. Ils ont fixé des dates et des heures de réunions, mais sans jamais s'inquiéter de la disponibilité des gens ! Et, pour

le moment, ces problèmes ne sont toujours pas réglés.

RÉSISTANCES : Quel bilan tirez-vous de tout cela aujourd'hui ?

MARTINE : Pour moi, le bilan est positif. Nous, des exclus d'une cité d'urgence, nous avons pu et su dépasser nos peurs et notre honte pour oser agir et essayer de nous faire entendre. Et au travers de nos actions communes, les liens entre nous se sont renforcés. Ensemble nous sommes une force qui permet de résister à l'indifférence et aux mises en accusation des autorités mais qui peut aussi les faire réagir ! ■

Interview réalisée par Lili Reka, journaliste à Marie Claire



ÉVÉNEMENT | Journée du refus de la misère

Les rendez-vous du 17 octobre

Une journée mondiale du refus de la misère, est-ce utile ? Résistances appelle à se rassembler le 17 octobre, date promue par l'ONU pour cette journée depuis 1992. De nombreuses personnes sont sceptiques – une journée, n'est-ce pas dérisoire ? Mais entend-on trop souvent ceux qui sont mal ou pas logés, ceux qui n'ont pas de travail, pas la possibilité d'apprendre... ? Comment bâtir un monde plus juste, si ceux qui sont privés de l'accès aux droits humains fondamentaux ne peuvent participer à sa construction ? « C'est notre journée. On peut exprimer ce que l'on a dans le cœur sans honte, sans gêne », dit une participante.

Cette journée, c'est aussi l'occasion de montrer qu'ils sont nombreux, tous ceux qui n'acceptent pas pour d'autres ce qu'ils n'accepteraient pas pour eux ou leur famille.

Le sens en a été exprimé au premier 17 octobre, celui de 1987, lors d'un grand rassemblement à Paris. Sur le parvis des Droits de l'homme et des libertés, Joseph Wrésinski, fondateur d'ATD Quart Monde, inaugurait une dalle où il a fait graver : « Le 17 octobre 1987, des défenseurs des droits de

l'homme et du citoyen de tous pays se sont rassemblés sur ce parvis. Ils ont rendu hommage aux victimes de la faim, de l'ignorance et de la violence. Ils ont affirmé leur conviction que la misère n'est pas fatale. Ils ont proclamé leur solidarité avec ceux qui luttent à travers le monde pour la détruire. Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré. »

En 2007, cette dalle du refus de la misère aura vingt ans. Les choses ont-elles changé ? Pour dire stop au gâchis humain, nous proposons une campagne pu-

blique du 17 octobre 2006 au 17 octobre 2007 : « Justice et fraternité, ensemble contre l'exclusion ». Pour qu'en 2007 les défenseurs des droits de l'homme se montrent très nombreux et obtiennent que la lutte contre la pauvreté soit abordée autrement. Car ni l'assistance ni la croissance n'ont vaincu l'exclusion. Aujourd'hui, il est urgent de mettre l'homme au cœur de tout projet de société.

Il faut pour cela des politiques ambitieuses. Incitons les responsables publics à agir en ce sens. Cela est nécessaire. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut aussi que chacun de nous favorise un meilleur « vivre-ensemble ».

Par exemple, obtenons qu'à l'issue du prochain mandat présidentiel, tous aient un logement suffisant. En amenant l'État à s'engager, et aussi en étant nous-mêmes vigilants dans nos communes contre les réflexes de peur et d'exclusion.

Et, dès le 17 octobre 2006, rassembleons-nous nombreux pour dénoncer les reculs et mettre en valeur les résistances. Des rendez-vous sont donnés dans de nombreuses villes. Dès le 17 octobre 2006, demandons aux responsables politiques d'agir pour que tout homme

soit respecté, et voyons chacun ce que nous pouvons faire.

Il s'agit de faire apparaître et grandir un courant du refus de l'exclusion. Prenons le pari que, le 17 octobre 2007, nous serons plus de 1 million à avoir dit oui à plus de justice et de fraternité, en France et dans le monde. D'ores et déjà, vous pouvez renvoyer la lettre ci-contre et le coupon « Résistances » (page 15). Ensemble, excluons l'exclusion ! ■

@ Sur www.jeresiste.org, le texte de la plateforme de la campagne et ses propositions



Pour se renseigner sur les rassemblements du 17 octobre, 06 13 28 76 75 ou www.oct17.org

Appel aux candidats

Dans quelques mois, en France, auront lieu les élections présidentielles. Signez cette lettre (photocopiez-la, recopiez-la ou retrouvez-la sur www.jeresiste.org), envoyez-la nous (Résistances, 33, rue Bergère, 75009 Paris) et dès que la liste des candidats à l'élection présidentielle sera connue, nous leur ferons suivre vos lettres. Plus nous serons nombreux à écrire, plus nous avons de chances d'être entendus. À vos plumes ou claviers !

Je refuse la persistance de la misère en France et dans le monde. La misère reculera si nous construisons une société où les droits humains fondamentaux de chacun sont respectés, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Or plus d'un milliard d'êtres humains vivent encore dans l'extrême pauvreté.

En France, depuis de nombreuses années, les hébergements d'urgence, les distributions de nourriture, les contrats de travail précaires et d'autres mesures d'urgence se multiplient. Or, ce n'est pas en termes d'assistance mais d'accès aux droits fondamentaux que l'on peut lutter contre la misère.

En 1981, la France a ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), s'engageant ainsi à l'appliquer.

En 1998, elle a voté une loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions qui fixe l'accès de tous aux droits fondamentaux comme priorité des politiques publiques.

Quelles mesures prendrez-vous pour que la France respecte ses engagements ?

Quelles méthodes utiliserez-vous pour associer les populations concernées à la mise en œuvre de ces mesures ? Une société des droits de l'homme ne peut s'établir que par la participation effective de tous.

Au niveau international, que ferez-vous pour mettre en œuvre le devoir de solidarité prévu dans le Pacte ?

J'attacherai beaucoup d'importance à vos réponses.

Dans l'attente de votre engagement aux côtés de tous ceux qui luttent contre la misère, je vous prie d'accepter, Madame, Monsieur, mes cordiales salutations.

Date et lieu :

Signature :



Le PIDESC : un engagement à respecter

Disposer d'un logement suffisant, pouvoir gagner sa vie par un travail exercé dans des conditions justes, participer à la vie culturelle... l'État français s'est engagé à garantir ces droits, et bien d'autres encore, à tous ceux qui résident dans le pays. Cela à travers un traité élaboré dans le cadre de l'ONU, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC). Ce pacte affirme dans son introduction que l'être humain ne peut être libéré de la crainte et de la misère que si des conditions sont créées permettant à chacun de jouir de ses droits économiques, sociaux et culturels, aussi bien que de ses droits civils et politiques. Le PIDESC englobe une longue série de droits (cf. pages 2, 4 et 11 du journal). La France a signé et ratifié ce traité depuis 1981. Problème : elle ne respecte pas encore tous ces engagements... Rappelons-les donc à ceux qui aspirent à diriger l'État ! www.jeresiste.org

RÉSISTANCES 2006 est réalisé par :

ATD Quart Monde

Le mouvement international ATD Quart Monde dénonce la misère comme une violation des droits de l'homme et agit pour que soient respectés les droits fondamentaux de chacun. Sans appartenance politique ou religieuse, créé avec des personnes vivant en grande pauvreté, il mène en particulier des actions d'accès à la culture et au savoir. Il pousse l'opinion et les pouvoirs publics à agir, avec les personnes très pauvres comme guides et partenaires, contre les causes de la misère et de l'exclusion.

➔ ATD Quart Monde France
33, rue Bergère, 75009 Paris
Tél. : 01 42 46 81 95.
www.atd-quartmonde.asso.fr

Amnesty International

Amnesty International est un mouvement mondial composé de bénévoles qui a la vision d'un monde dans lequel toute personne jouirait de l'ensemble des droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres normes internationales relatives aux droits humains. Amnesty International mène de front recherche et actions. Elle fait campagne pour prévenir et faire cesser les graves atteintes aux droits à l'intégrité physique et mentale, à la liberté de conscience et d'expression et à la protection contre toutes les discriminations.

➔ Amnesty International section française
76, bd de La Villette, 75940 Paris Cedex 19
Tél. : 01 53 38 65 65. www.amnesty.asso.fr

Secours catholique Caritas France

Le Secours catholique Caritas France est un service de l'Église catholique, membre de la confédération Caritas Internationalis. Le Secours catholique considère que les hommes, femmes et enfants vivant des situations de pauvreté sont les premiers acteurs de leur développement. Il s'engage à leurs côtés pour lutter contre les causes de pauvreté et d'exclusion et promouvoir le développement de la personne humaine dans toutes ses dimensions. Il cherche un partenariat militant avec les organisations qui partagent ses objectifs afin de promouvoir la justice sociale au sein des politiques locales, nationales et internationales.

➔ Secours catholique Caritas France
106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 49 73 00.
www.secours-catholique.asso.fr

Les porteurs d'espérance

En novembre 1989, au lendemain de la chute du Mur de Berlin, qui annonçait celle du communisme à l'Est, un ami de l'écrivain Claude Roy eut cette exclamation au téléphone : « C'est une bonne nouvelle, mais qui va faire peur aux riches maintenant ? » Rétrospectivement, cette exclamation semble prémotivée. Jamais les riches et les cyniques n'ont été aussi tranquilles que depuis quinze ans. C'est un fait.

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet. Partout autour de nous, le monde a radicalement changé. Qu'il s'agisse du rapport au travail, à l'entreprise, au pays lui-même, la « donne », comme on dit, n'est plus la même. Nous sommes entrés dans un monde nouveau qu'on ne peut comprendre si l'on en reste frileusement aux analyses et aux modes de pensée d'avant-hier. Mais l'injustice, elle, est toujours là. Et bien là ! Elle a peut-être changé de visage ; elle s'est peut-être métamorphosée au point de ne plus être reconnaissable, mais elle est là, n'en doutez pas. Contrairement à ce que nous serine du matin au soir l'appareil médiatique, nous ne vivons pas dans un monde pacifié ou ren-

du moins dur par le triomphe de la modernité. C'est même tout le contraire.

Nos sociétés se sont durcies, les inégalités se sont creusées davantage, la logique de l'argent n'a jamais autant triomphé, l'égoïsme des « riches » n'a jamais été aussi arrogant. Pire encore, c'est justement parce qu'elles sont moins faciles à identifier ou même à évaluer, dans une société devenue plus complexe, que les injustices ont pu devenir plus injustes encore. Un peu tourneboulés par le changement, désorientés par l'accélération des révolutions technologiques, anesthésiés par le ronron des grands médias, trop d'intellectuels et trop de journalistes se sont progressivement accoutumés à ces formes nouvelles d'iniquité.

Ils ont « déserté » d'une certaine façon le terrain, ainsi abandonné aux nouveaux « maîtres du monde ». On enrage de voir impunément parader, du matin au soir, ces nouveaux puissants dont la grande presse célèbre les « exploits » et les « coups de Bourse ». On aimerait qu'on nous parle davantage de tous ceux qu'on a laissés au bord de la route et dont on a confisqué – ou ringardisé – la parole.

Ils tiennent nos sociétés debout

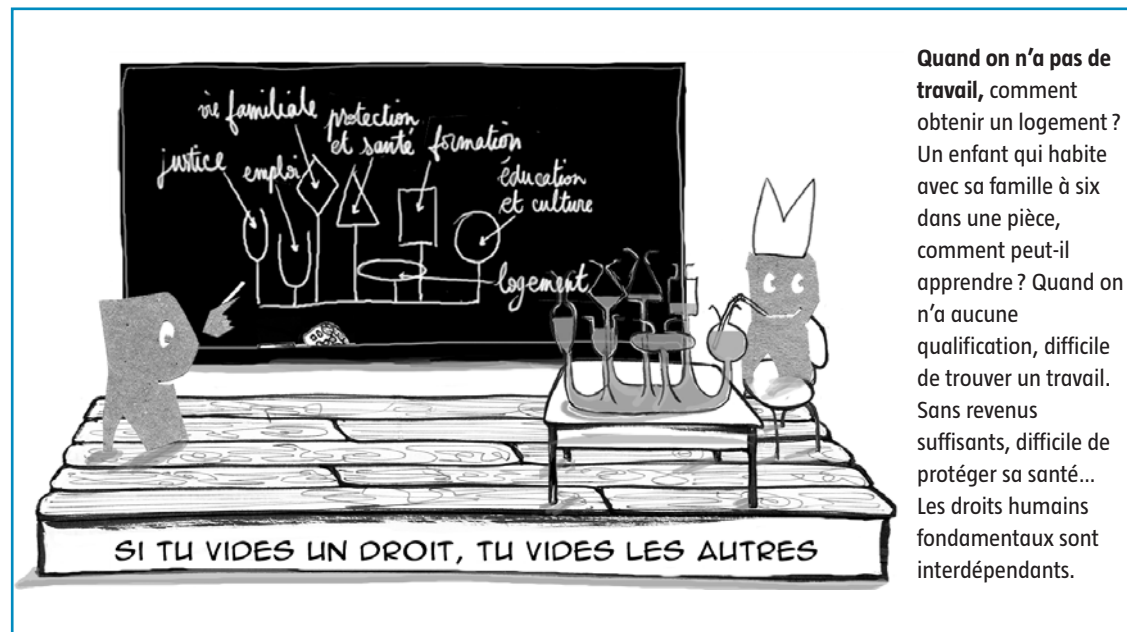
Il existe des hommes et des femmes qui, en matière d'information, de commentaires ou d'engagements quotidiens, obéissent à d'autres critères que ceux du marché et du fric. C'est ceux-là qui nous apparaissent comme des porteurs d'espérance. Ils sont nombreux. Les médias n'en parlent guère. Ce sont eux qui, en vérité, tiennent nos sociétés encore debout. La plupart d'entre eux font tout cela, sans céder à la nostalgie ni à l'amertume. Surtout pas à la nostalgie ! Ce n'est pas de restaurations archaïques que nous avons besoin

– même à propos de la lutte des classes – mais d'invention, de mise à jour, de lucidité neuve. Dans la protestation comme dans la colère, il s'agit d'être « résolument moderne », comme disait Rimbaud. Ce n'est pas derrière mais devant nous que se trouve l'espérance.

Et puis, qu'on cesse de confondre la colère avec je ne sais quel sérieux compassé et tristounet. Le pire serait d'abandonner la gaieté, l'humour et la dérision à ces mille et un cynismes « branchés » qui colonisent abusivement l'espace public. ■

Jean-Claude Guillebaud,
essayiste et éditeur

« C'est parce qu'elles sont moins faciles à identifier que les injustices ont pu devenir plus injustes encore. »



Quand on n'a pas de travail, comment obtenir un logement ? Un enfant qui habite avec sa famille à six dans une pièce, comment peut-il apprendre ? Quand on n'a aucune qualification, difficile de trouver un travail. Sans revenus suffisants, difficile de protéger sa santé... Les droits humains fondamentaux sont interdépendants.

Les États adhérents reconnaissent le droit de toute personne à l'éducation. Ils conviennent que l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personne humaine et du sens de sa dignité et renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 13-1 du PIDESC (Voir cahier central)



Bibliothèque de rue, Paris

François Philiponeau/ATD Quart Monde

PETIT NANTERRE | L'association Zy'va crée du lien

Les parents aussi zy'vont

Au-delà du soutien scolaire, une association aide à retisser les liens de la cité.

C'est une drôle de petite maison de briques, en forme de chalet, comme incongrue au pied des barres d'immeubles des Pâquerettes, dans le quartier populaire et cosmopolite du Petit Nanterre (Hauts-de-Seine). Dans la salle principale, l'atmosphère est studieuse. Autour des tables

octogonales, des enfants et des adolescents travaillent en compagnie d'un adulte. Des étagères proposent des livres scolaires de tous les niveaux. Au mur, des dessins d'enfants. Un ordinateur est branché sur Internet.

Daischain, quinze ans, vient régulièrement : une heure trente le lundi, le mercredi et le vendredi, une à deux heures le dimanche. Un « accro » ! Élève en seconde, l'adolescent d'origine sri-lankaise avait des difficultés scolaires. Diane, vingt-huit ans, ingénieur agronome, l'accompagne pour les matières scientifiques. Elle est venue pendant deux ans, bé-

névolement, aider les enfants et les adolescents en difficulté scolaire, avant de devenir salariée de l'association. En

quelques mois, l'amélioration des résultats de Daischain a été évidente. Comme pour Mohamed, même âge, assis à la même table. En seconde également, il est arrivé d'Algérie voilà un an, en comprenant le français mais le parlant mal, et sans l'écrire... « En une année scolaire, j'ai fait des progrès specta-

culaires », dit-il avec un sourire timide, dans une langue désormais fluide.

Une deuxième maison

L'association Zy'va (« vas-y », en verlan) est beaucoup plus qu'une simple structure de soutien scolaire. Sa maison ouvre jusqu'à 20 h 30 les soirs de semaine, plus le samedi et le dimanche. Un cas rare ! Elle a été créée en 1994 par un groupe d'étudiants du quartier, d'origine maghrébine. Avec une conviction : « La réussite des jeunes d'ici passe par l'école, martèle Hafid, l'un des fondateurs, diplômé d'une école de commerce. Non, comme on veut parfois le faire croire, par la musique ou le sport. Mais ils réussiront si un partenariat fonctionne entre l'école, la famille et l'association. » À Zy'va, les parents sont totalement acteurs. Un tiers des sièges au conseil d'administration leur est réservé, et un autre tiers aux jeunes ! Taos, une femme kabyle d'origine algérienne, veuve, vit seule avec ses trois garçons, un aîné de seize ans, des jumeaux de quatorze ans. « J'habite le quartier, et j'ai connu Zy'va dès sa création, raconte-t-elle. Mes enfants ne réussissaient pas à l'école, et j'avais du mal à les aider. Ici, on leur a donné un vrai coup de pouce. Et ils sont bien ici, ils se lâchent ! Ils viennent à l'association presque

« Ils réussiront si un partenariat fonctionne entre l'école, la famille et l'association. »

toute la semaine et participent aux sorties organisées. C'est leur deuxième maison ! »

Ses propos ont un goût de fierté, de dignité aussi. Chez

Zy'va, Taos est chez elle. Elle participe à un atelier théâtre et fréquente assidûment un cours d'alphabétisation pour améliorer son français. D'autres suivent des ateliers d'infor-

matique ou de couture. Avec plusieurs femmes, et bien sûr les enfants et adolescents, Taos participe aux sorties théâtre, cinéma, aux visites de musées. « Nous allons voir Molière, écouter Mozart », raconte Hafid. Le cinéma, le théâtre, parlent une langue dont il faut connaître les codes pour s'adresser aux professeurs à l'école, réussir, trouver du travail. Et lorsque l'on entre chez Zy'va, quelques règles simples ne se négocient pas : mixité, laïcité, respect, diversité. Et pas question d'entrer avec une casquette sur la tête !

Résultats ? Étonnants !

Zy'va est devenu une référence à Nanterre, et au delà. Le succès s'écrit bien sûr dans des chiffres : 300 enfants inscrits, 40 en attente, 160 familles concernées, 92 bénévoles de tous horizons géographiques et professionnels, 13 salariés. L'association a su gagner le soutien des enseignants, accueillis eux aussi régulièrement à l'association en compagnie des parents, pour des réunions « café-thé à la menthe ». Dans ce lieu neutre, déconnecté de l'école, les langues se délient. « Beaucoup de parents hésitent souvent à venir nous voir à l'école, souvent à cause de la barrière de la langue, explique un professeur, Zy'va, c'est le moyen de leur permettre de rester parents, et de s'impliquer dans la scolarité de leur enfant. » Prendre rendez-vous avec l'enseignant devient plus facile, comme s'impliquer dans la vie du quartier. L'association est devenue un lieu de socialisation. « Ce qui est important, c'est ce qui va se créer, au-delà des devoirs à faire, rappelle Nacera, une des permanentes. Ici, nous retissons les liens de la cité. » ■

Gérard Desmedt, journaliste à La Vie
➔ www.zyva.fr



PAROLES DE SANS-VOIX

- ✓ « On a un enfant qui n'est même pas scolarisé parce qu'il n'y a pas de place dans les établissements spécialisés. »
- ✓ « La culture, un droit pour tous, un sentiment d'exister plus

- fort, une liberté d'expression, un besoin. »
- ✓ « Tous les enfants ne sont pas des cancrs, c'est seulement qu'on ne leur laisse pas la chance. »

- ✓ « Un enfant ne peut pas apprendre s'il n'est pas intégré dans un groupe, s'il n'est pas quelque part accepté, s'il ne peut pas exister dans une classe en tant que personne. »



Le monde de demain leur appartient...

Stéphane Remael/Œil Public

REIMS | de la pratique à la théorie

Travailler pour apprendre

Avenir Jeunes Reims, ou lors-qu'initiation à la menuiserie et savoirs de base sont complètement liés.

« J'ai quitté l'école à 16 ans en troisième. Avant, tu me disais d'écrire un mot, je ne savais pas », raconte Jean-

Philippe, 18 ans, qui fréquente depuis quelques mois l'Association Avenir Jeunes Reims (AJR). Lecture, écriture, calcul, éveil artistique : Jean-Philippe et une vingtaine de jeunes apprennent aussi les bases de la menuiserie dans cette entreprise d'insertion qui livre des caisses de champagne en bois aux maisons les plus prestigieuses. « Ici on a

des responsabilités », se félicite Jean-Philippe, qui a aussi retrouvé des horaires après deux années d'oisiveté devant la télé. Le tout jeune papa d'un petit Matteo ne crache pas non plus sur son indemnité mensuelle de 310 euros.

« On reçoit deux types de jeunes : ceux dont les parents ont du mal à suivre la scolarité et des jeunes de la rue. Certains ont touché à

la drogue, d'autres sortent de prison », explique le coordonnateur du centre de formation, Bruno, qui tente de leur redonner confiance. « Ils me disent souvent : "Bruno, pourquoi tu t'occupes de moi? Je suis nul et on me l'a toujours dit." Alors, on leur prouve qu'ils sont capables de faire quelque chose, par exemple en réalisant des petits objets de bois. Au fur et à mesure, ils apprennent à lire des plans. Ici, ils trouvent un lieu où ils sont respectés et ils respectent ce lieu. »

Les lois du secteur marchand

« Nous sommes dans des conditions réelles de production. On ne joue pas. Il faut que le client soit livré », souligne Bruno. AJR tire d'ailleurs la moitié de ses revenus de son activité marchande, d'après son directeur Christian, qui vient du monde de l'industrie, avec notamment un passage à la tête d'une usine au Brésil à São Paulo. « Ça marque, les favelas. Ça laisse des traces », raconte l'homme, tout en rigueur au premier abord, pour expliquer son orientation vers un poste plus social.

Objectif de la formation à l'AJR? « Que les jeunes soient employables », reprend Bruno. « Ils ne sortent pas de chez nous avec un diplôme mais avec des aptitudes. Au bout de deux ans (durée maximum du séjour à l'AJR), ils ne travailleront pas tous dans la menuiserie, mais aussi dans la logistique, le magasinage... Certains sortent directement sur un emploi, d'autres rattrapent une formation », ajoute Bruno. Pour d'autres, le parcours sera encore chaotique, voire ponctué d'échecs. À ceux-là, la porte de l'AJR est toujours ouverte pour la mise à jour d'un CV ou un rendez-vous où « ils ont peur d'aller seul », dit Bruno.

Un emploi, un métier, un avenir, Jean-Philippe n'y songe pas encore. « Mon but pour l'instant, c'est de savoir bien lire et écrire », sourit le jeune homme qui rêve aussi d'une maison en Bretagne, au bord de la mer. « La vie a toujours décidé pour Jean-Philippe. Il faut qu'il apprenne à décider », conclut Bruno. ■

Samir Tounsi, journaliste à l'AFP

FRANCE-INDE | Des enseignants ouvrent leurs horizons

Des échanges pour se changer

Des instituteurs de France et d'Inde luttent contre les clichés misérabilistes. Des rencontres bénéfiques pour les deux pays.

Entre Marie-Noël et l'Inde, tout a commencé en 1968. Mais c'est au fil des voyages que cette retraitée noue des

liens avec une ONG locale, Vanasthali. Cette association, fondée en 1981, forme des femmes en milieu rural afin d'assurer la scolarisation en classe maternelle et faire avancer cette société qui compose 70% du pays. Il y est en effet difficile de recruter des institutrices issues des villes.

À la suite de cette rencontre, Marie-Noël fonde l'association Entr'Inde. Un jour naît l'idée d'inviter des enseignantes indiennes dans les écoles de la commune. Cette année, quatre institutrices sont

accueillies pendant sept semaines, grâce à la mobilisation d'Entr'Inde et à la solidarité du réseau de Marie-Noël. « Ces femmes vivent dans des conditions très difficiles. Mais ce qui nous intéresse, c'est d'aider les gens qui essaient de changer les choses là-bas », explique Marie-Noël. En d'autres termes : lutter contre les clichés misérabilistes et le concept d'assistantat en organisant des échanges et en soulignant les efforts entrepris pour l'éducation. D'un côté, les enseignantes indiennes ont diver-

sifié leurs techniques pédagogiques, particulièrement en matière d'autonomisation des enfants et de valorisation de leurs travaux. De l'autre, elles ont bénéficié d'un changement de regard à leur retour, le métier d'enseignante n'étant pas toujours considéré, dans leur pays, à la hauteur de la tâche. Leurs collègues français ont également tiré des enseignements de cette expérience, comme le souci d'économie dans l'utilisation de certains matériaux, précise Marie-Noël, qui relève l'af-

fection et la curiosité des élèves français : « Ils ont considéré les invitées comme leurs propres enseignantes. »

Dans un courrier, Nirmala, la fondatrice de l'ONG, notait : « Cette expérience a pris une grande place dans leur vie. Elles disent avoir plus le sens de la responsabilité dans leur travail. C'est un vrai échange entre nos deux pays autour de l'éducation des enfants et de l'émancipation des femmes. » ■

Ludovic Tomas, journaliste à l'Humanité
<http://entrinde.vanasthali.com>



PAROLES DE SANS-VOIX

✓ « J'ai eu envie d'apprendre quand j'ai rencontré à 14 ans un professeur de peinture qui a su enseigner sans distinction entre les élèves. Il s'intéressait à chacun et voulait qu'on réussisse. »

✓ « Si un enfant a le ventre vide à l'école, il ne peut pas apprendre. »

✓ « Il faut que l'école leur plaise, sinon, ils sont dans la rue. »

✓ « Nos enfants, ils ont de la chance d'aller à l'école, de pouvoir apprendre des choses. On espère tous qu'ils vont pouvoir réaliser leur rêve d'enfant. »

COLLÈGE | Quand les élèves s'entraident

Des tuteurs pour grandir ensemble

Chaque année, à Riom, de bons élèves de 6^e prennent en charge d'autres en difficulté. Une formule efficace, qui devrait faire école...

C'est une classe partagée. Une moitié est composée de bons éléments, l'autre d'élèves en difficulté. Mais ce n'est pas une classe à deux vitesses. Dans cette 6^e du collège privé Sainte-Marie, à Riom (Puy-de-Dôme), l'entraide est de rigueur. Institutionnalisée, son principe est celui du tutorat. « Il s'agit de répondre à une double demande, celle des familles et celle des enseignants du primaire, pour des enfants dont ils pressentent des problèmes d'adaptation au collège », explique Colette, la prof de

maths responsable du projet. « Jusqu'en 1999, et comme beaucoup d'autres établissements, le collège comprenait une classe dite de consolidation, qui regroupait des élèves en difficulté. Lors de sa suppression par le Rectorat, nous nous sommes posé la question de savoir comment on allait accueillir ce type d'enfants », poursuit l'enseignante. « Nous avons fait le choix d'une classe mixte, où de bons élèves, autonomes, mais aussi respectueux des faiblesses des autres, épaulent ceux qui en ont besoin. »

La formule a l'avantage de gérer la différence, sans cloisonner les enfants rencontrant des difficultés. Elle présente aussi des contraintes. Dans les deux matières où interviennent les tuteurs, le français et les maths, deux des quatre heures de cours de chaque

matière sont dédoublées. Quand la classe est entière, les « bons » et les « moins bons » travaillent ensemble, par binômes ; quand elle est en demi-groupes, ils sont séparés.

Gérer la différence

« C'est vrai que c'est une formule mangeuse d'heures, qui coûte plus cher au Rectorat. C'est sans doute pour cela qu'elle n'a pas véritablement fait école », commente Colette. Du moins à l'extérieur du collège. Car en son sein, les familles en redemandent. Celles des enfants ayant besoin d'être épaulés, bien sûr, mais également celles des « tuteurs ».

« Leurs parents sont nos meilleurs ambassadeurs », assure l'enseignante. Rémi, l'un des papas concernés, confirme : « Quand le collège nous a proposé que Marie soit tuteur en

6^e, nous étions partagés entre notre conception de la solidarité – n'était-ce pas une bonne occasion de mettre en application nos idées de mixité sociale ? – et le bien de notre fille... » Avec le recul (Marie entre en 4^e cette année), il n'a aucun regret d'avoir accepté. Ce fut une expérience positive, qui lui a permis de s'oublier elle-même pour s'occuper des autres. De plus, elle y a gagné en autonomie. Un bien pour un bien, en quelque sorte. Les « tutorés » ne sont pas en reste de satisfaction. Ainsi d'Alexis, qui témoigne : « Mon tuteur m'a aidé pendant l'année scolaire, alors que je ne connaissais personne dans cette école. On est devenus très amis, et on se voit toujours. » Pour continuer de grandir ensemble. ■

Yves Le Faou, journaliste à La Montagne

Du foot aux maths

En région parisienne, un ancien footballeur professionnel a mis en place une méthode originale. Pour que des jeunes déscolarisés libèrent leurs potentiels.

On l'avait surnommé « le Chat de Quenza », du nom de son village corse. Ancien gardien de but professionnel, Paul Orsatti a créé l'ISF en 1998. Rien à voir avec l'impôt sur la fortune, bien sûr : ISF signifie Institut sportif de formation et a pour but de tendre la main, par le biais du football, à des garçons en situation d'échec, déscolarisés mais possédant la passion du sport. « Il s'agit, à travers une dynamique sportive, de leur redonner l'envie », explique celui qui fut également entraîneur chez les pros. Pour arriver à cela, un seul vecteur, le foot, décliné sous toutes ses formes, y compris durant les cours de maths, de français ou d'histoire-géo. Les maths, ils les réapprennent en calculant le nombre de jongles de Zidane ou la circonférence du rond central. Le français, ils l'étudient en lisant puis en réécrivant des articles de L'Équipe et de France-Football. La géographie, à travers la monnaie, les drapeaux, les capitales ou les fleuves : chaque stagiaire choisit une équipe, française ou étrangère, en début de saison et la suit durant les sept mois que dure la session annuelle.

Les stagiaires ont entre seize et vingt-cinq ans et perçoivent entre 300 et 500 euros par mois selon leur âge. Si certains jouent en Championnat de France amateurs (CFA), d'autres ont un niveau nettement moins bon mais cela importe peu : « Le but, comme le rappelle Paul Orsatti, n'est pas de former des professionnels mais de réactiver ce qui était endormi chez des garçons en situation d'échec et souvent de révolte. De leur réapprendre à apprendre, à réfléchir, à analyser, à travers ce qui les passionne vraiment, c'est-à-dire le foot... »

Durant les deux ans de leur séjour à l'ISF, à raison de trente-deux heures par semaine, ils passent les premiers diplômes d'initiateurs de football, de secouristes et se préparent à exercer un métier. Sur les six dernières années, 400 jeunes ont suivi ce cursus et l'on peut parler de réussite puisque 85 % d'entre eux ont aujourd'hui rejoint le monde du travail ! La « méthode Orsatti » (en fonction à Ajaccio, Bastia, Propriano, Porto-Vecchio et maintenant Sarcelles) a d'ailleurs été citée comme un exemple de réinsertion modèle. Sollicité par de très nombreux conseils régionaux et municipalités, Paul Orsatti n'aspire plus qu'à former des formateurs pour pouvoir passer la main. ■

Alain Pécherat, journaliste à L'Équipe

✓ « Pour les élèves en difficulté, ceux qui ne veulent pas faire de longues études, il faut les orienter vers le professionnel, non pas comme une punition mais

comme une chance... Il vaut mieux être un bon ouvrier qu'avoir son bac qui ne donnerait pas d'avenir... Pour cela, il faut revaloriser le travail manuel. »

✓ « Ne jamais dire à un enfant : "Tu n'es capable de rien, tu es bon à rien." Toute personne est capable de faire quelque chose. »

@ Résistances
continue sur
www.jeresiste.org

EN BREF

● **MADELEINE A CHOISI D'ENSEIGNER EN ZEP.** Le jour où une famille pauvre de l'école voit sa maison partir en flammes, elle organise une collecte de biens de première nécessité auprès de ses collègues, qu'elle apporte à la famille. Elle en profite pour tenter de maintenir un lien avec l'école en assurant un suivi des travaux réalisés en classe. Constatant que la famille ne bénéficie d'aucun suivi social, elle outrepassa ses fonctions pour secouer les institutions. Les enfants ont aujourd'hui repris le chemin de l'école.

● **UN QUARTIER VRAIMENT SOLIDAIRE.** Après la fermeture du Jardin solidaire, les habitants de ce quartier populaire du XX^e arrondissement de Paris ont cherché à conserver les liens créés. Le jardinage, la musique, le soutien scolaire avaient permis de nouer contact avec les enfants de milieu défavorisé du voisinage (habitant des squats pour la plupart). Ils ont créé l'association Quartier Solidaire pour continuer à ouvrir les jeunes à la culture grâce à des animations de rue.

800
MILLIONS

Éducation

Il y a 800 millions d'adultes illettrés dans le monde.

● **KASSIM TRAVAILLE DANS UN CENTRE SOCIAL** à Marseille et a monté une association avec ses propres fonds. Ce jeune d'origine comorienne organise des concerts pour envoyer de l'argent pour la construction d'un dispensaire aux Comores. Il accueille et anime des cours de danse chez lui. Il a organisé une journée propreté sur le quartier avec les enfants.

Dans la dernière édition de *Résistances*, les enfants étaient invités à dire ce qu'ils faisaient contre la misère et à l'écrire sur des feuilles d'arbre. Plus de 600 feuilles ont été envoyées de toute la France. Voici quelques-unes de leurs idées.

☀ **Ambre** : Les pauvres ne sont pas différents de nous, ils n'ont juste pas d'argent.

☀ **Laïla et Semir** : Je voudrais que tout le monde vote pour que la misère s'arrête.

☀ **Francis** : C'est possible de lutter contre la misère parce que moi, j'étais dans la misère et des enfants comme moi m'ont aidé à me sentir moins dans la misère.

☀ **Émilie** : Avec quelqu'un qui est de côté, moi, je vais la voir et je lui dis : « Je veux être ta copine et jouer avec toi pour toujours et est-ce que tu voudras bien toi aussi? »

☀ **Typhaine** : Je n'aime pas la misère. Je n'aime pas voir les enfants souffrir car cela me fait de la peine. Voilà pourquoi je propose mes idées : les enfants qui se sentent seuls, je vais vers eux et je leur parle. Moi, en primaire, j'ai souvent été rejetée. Je comprends ce que c'est d'être exclue. Tous les enfants sont égaux. La couleur de peau, ce n'est pas important. On habite tous sur le monde. Le soleil brille pour tout le monde. Les enfants qui vont pour la première fois à l'école, je leur explique tout.

☀ **Mohamed** : Mon idée pour lutter contre la misère, c'est de faire un regroupement de chaque classe, se parler, s'amuser pour qu'on se connaisse mieux.

☀ **Romain** : Aider les autres et faire des ateliers pour redonner le sourire et organiser des jeux. Se reparler quand un ami vous fait la tête.

JEU



L'ami secret

Chaque enfant écrit son nom sur un petit papier qu'il plie. Les papiers sont mis dans un chapeau. Chacun tire le nom de l'« ami secret ». Pendant dix jours, chacun essaiera d'être attentif à son « ami secret », sans que celui-ci ne s'en doute. Au bout de dix jours chacun essaiera de deviner qui est son « ami secret ».

Ils ont reconstruit la maison d'Imani

Imani est un petit garçon qui vit avec sa maman, sa sœur et son frère en République démocratique du Congo. Son père est mort.

La maman d'Imani part souvent au Rwanda acheter des choses qu'elle pourra revendre et tente ainsi de survivre. En revenant de l'école, Imani reste au marché pour vendre ce que sa maman a rapporté. Ils ont été obligés de déménager dans une maison trop petite avec des toiles trouées. Difficile d'y dormir avec le froid et les rats... René, animateur du groupe des Enfants Étoiles, propose aux



Le groupe Tapori des Enfants Étoiles

Coordination Tapori/RDC

enfants et aux jeunes d'aller reconstruire la maison d'Imani. Un dimanche matin, il rassemble tout le monde, chacun avec ce qu'il a pu trouver : matériau, machette, pelle, clous récupérés...



« Écoutez-nous et nous changerons le monde »

Tapori/ATD Quart Monde

Dessine ta silhouette

Sara : « Les pauvres sont comme nous dans leur cœur. Alors, si quelqu'un ne veut pas jouer avec lui, moi, je jouerai avec lui. C'est notre cœur, notre gentillesse qui sont importants. Pas la tenue ou ce que disent les autres, mais l'amour. »

Si tu veux, comme Sara, montrer ton refus de la misère, nous te proposons de nous envoyer ta silhouette. Tu dessines ta silhouette, grandeur nature si possible, sur un beau tissu ou un beau papier. Tu la décores. Ensuite, tu découpes, à part, un cœur et tu écris ou dessines dessus ce à quoi tu rêves pour que le monde soit meilleur pour TOUS les enfants. Envoie ta silhouette et ton cœur au Col-

lectif Forum des enfants, ATD Quart Monde, 33, rue Bergère, 75009 Paris. Nous exposons régulièrement ta silhouette, notamment à New York, à l'ONU, sur laquelle nous accrocherons ton cœur pour que chacun se demande, comme Sara, si le plus important est ce qu'on voit ou ce qu'on a au fond du cœur. ■



www.tapori.org

* Tapori : courant d'amitié entre des enfants de tous les milieux à travers le monde.

çon, charpentier » explique René.

Des personnes du quartier passent et proposent de chasser les enfants turbulents mais René et les autres jeunes s'y opposent. « Moi, je savais qu'ils sont turbulents, embêtants mais qu'ils seront utiles un jour », explique René. C'est en chantant que les enfants et jeunes continuent le chantier.

Quand Imani entre, il saute de joie en voyant son nouveau lit et cela redonne courage à tous. Enfin la maison remise à neuf, la nourriture et canne à sucre préparées par plusieurs filles sont partagées entre tous les travailleurs, petits et grands! ■

Quand la maman voit arriver René, les jeunes et les enfants, elle n'en croit pas ses yeux. Mais elle se rend compte que c'est sérieux. Que les enfants sont là pour travailler! « Chacun est devenu menuisier, ma-

Agiroscope

♈ Bélier. Contre la misère, pas de pitié, foncez. Cette année, vous ferez du soutien scolaire dans un quartier dit sensible, en veillant à la présence des enfants les plus en difficulté.

♉ Taureau. Les astres sont favorables. N'hésitez pas à charger ! Au travail, vous réfléchirez avec vos collègues à la possibilité d'embaucher un jeune sans qualification ou un chômeur de longue durée.

♊ Gémeaux. Vous travaillez comme deux et avez du cœur comme trois. Vous informerez une personne en grande précarité sur ses droits en matière de santé et sur le fonctionnement du médecin traitant.

♋ Cancer. Toujours plein d'énergie. Cette année, pour faire reculer l'exclusion, vous inviterez votre voisin à participer avec vous à une activité culturelle.

♌ Lion. Dans la jungle urbaine, la solidarité est notre meilleure arme. Et vous n'hésitez pas à être en pointe du combat. Vous inciterez vos enfants à inviter leurs camarades de classe qui ne sont jamais invités nulle part.

♍ Vierge. Encore peu expérimenté, vous écrivez cependant à votre maire pour soutenir la création de logements dont le loyer est accessible à tous.

♎ Balance. La réflexion et l'action sont vos maîtres mots. Votre dynamisme cérébral vous pousse à agir. Vous trouverez un prétexte (fête du calendrier, coup de main...) pour rencontrer un voisin particulièrement isolé.

♏ Scorpion. Le combat contre la misère ne vous fait pas peur. Vous sortez de votre réserve, il était grand temps. Vous chercherez à savoir si les enfants du voyage ou les enfants sans papiers sont bien scolarisés sur votre commune.

♐ Sagittaire. Dans « Sagittaire », il y a « agité », mais aussi « sage ». La réflexion vous entraîne à l'action. Vous organiserez une pétition pour que le droit au logement soit un « vrai droit ».

♑ Capricorne. Cette année, vous traverserez une période riche de contacts. Vous allez créer un moment de rencontre entre citoyens pour marquer la Journée mondiale du refus de la misère.

♒ Verseau. Une envie de contrée lointaine vous taraude, vous bouclerez vos valises pour aller rejoindre une association vous proposant un chantier à l'étranger.

♓ Poissons. Vous nagez avec aisance dans la société. Vous rejoindrez un parti politique, un syndicat, une association dans le but d'y faire exister la lutte contre l'exclusion.

♻ D'autres idées pour agir sur : www.jeresiste.org

Des lecteurs nous écrivent

Depuis la première parution du journal *Résistances* le 17 octobre 2004, nous recevons beaucoup de courriers : réactions à la lecture du journal, témoignages de vies difficiles, félicitations, critiques, suggestions, questions, demandes de conseils et de mise en lien avec d'autres personnes... De bonnes idées qui peuvent servir à d'autres. En voici une sélection.

Alors, on fait quoi ? Bon OK, on est tous d'accord, la précarité, la misère, c'est intolérable, inacceptable, révoltant, oui, mais maintenant, on fait quoi ? Il y a urgence ; ne rien faire est de la non-assistance à personne en danger. Sans rien, sans argent, sans logement, sans travail, sans espoir, sans dignité, et certains arrivent même à nier notre existence ! Nous sommes des invisibles, des sans voix, des sans regards, des sans visages, nous sommes peu à nous mettre debout, peu à oser dire, mais nous allons parler, hurler fort, très fort, hurler à faire crever les tympans.

Madame J. (Gironde)

Pour moi, la misère est inacceptable car elle tue.

Monsieur G. (Meurthe-et-Moselle)

Ce que je peux faire, c'est parler dans le même sens que vous, lors de certaines rencontres. Écrire à des amis dans le même but. Distribuer votre journal à la porte du supermarché. Parler, parler, parler le plus possible, réveiller les gens. C'est, je crois, le plus que je peux faire, car je suis fatigué, très fatigué. Il est grand temps d'apprendre à partager, sinon nous allons à la catastrophe.

Monsieur C. (Vendée)

Je suis une personne à qui on n'hésite pas à faire appel en cas de problème, dans la ville où j'habite (paperasses, adresses...). J'ai mon propre réseau à qui je m'adresse lorsque je cherche une réponse dont je n'ai pas la solution précise.

Madame P. (Seine-et-Marne)

J'ai appris qu'un collègue de travail vivait dans une caravane. En discutant avec lui, je l'ai informé de ses droits à demander une augmentation après 10 ans dans la même entreprise ! Au-delà de ces conseils « pratiques » il a été touché de pouvoir parler de sa situation de vie devenue difficile à la suite d'un divorce.

Madame S. (Isère)

La misère, c'est surtout la mise à l'écart. Car on ne peut plus suivre le mouvement des autres, car les autres n'aiment pas la différence, surtout si on est étrangère, isolée, femme, seule et si on a du mal avec la prise de parole. Je n'ai pas pu éviter l'exclusion. Mes gestes consistent à parler avec mes voisins même s'ils ne me parlent pas.

Madame O. (Loire)

@ Résistances
continue sur
www.jeresiste.org

REJOIGNEZ RÉSISTANCES

à retourner à *Résistances*, 33, rue Bergère, 75009 Paris

Avec les personnes qui vivent dans la grande pauvreté et celles qui agissent avec elles, je refuse la misère et je le manifeste en remplissant le formulaire ci-dessous. Les exemples lus dans *Résistances*, le journal du refus de la misère ou sur www.jeresiste.org, me montrent - ou me confirment - que je peux, moi aussi, agir dans mon quotidien.

Je veux donc rejoindre le réseau du refus de la misère et souhaite recevoir plus d'informations.

En remplissant ce formulaire, je recevrai gratuitement :

- Des courriers d'informations sur les activités du courant Résistances tous les 3 ou 4 mois par voie postale ou par e-mail
- Le journal *Feuille de Route* édité chaque mois par ATD Quart Monde, contenant une rubrique « Résistances »

M./Mme/Mlle : _____ Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél. : _____ E-mail : _____

Année de naissance (facultatif) : _____

Situation professionnelle (facultatif) : _____

S'ABONNER À RÉSISTANCES !

Désolé, le journal *Résistances* n'a pas d'abonnés ! En revanche, nous cherchons des AMIS. Si vous souhaitez soutenir financièrement cette nouvelle manière de faire de l'information, vous pouvez envoyer votre contribution à *Résistances*, 33, rue Bergère, 75009 Paris (chèque à l'ordre de Mouvement ATD Quart Monde en mettant au dos « pour Résistances »)

Remerciements

Résistances a été réalisé grâce au concours bénévole de journalistes, éditorialistes et dessinateurs de presse et des agences photo Magnum et Œil Public. Merci également aux partenaires qui contribuent à la fabrication et à la diffusion du journal : Ouest France, La Poste, l'association Georges-Hourdin, L'Itinérant, la SNCF et EuroRSCG.

L'association Georges-Hourdin, du nom du fondateur de l'hebdomadaire *La Vie*, soutient financièrement les projets d'associations permettant l'expression des personnes et des communautés victimes de la pauvreté et l'exclusion. Elle considère en effet que leurs réflexions, tirées de leur expérience de vie, sont essentielles pour bâtir une société plus juste et plus humaine.
<http://assogeorghourdin.org>

Résistances
Directeur de la publication :
Pierre Saglio - Siège social, 33,
rue Bergère 75009 Paris.
Réalisation : Rampazzo &
Associés. Imprimé à 1500 000
exemplaires par Ouest France
(Chantepie, Ille-et-Vilaine) Dépôt
légal à parution.

PORTRAIT | Nadine agit au quotidien

Une vie de résistances

C'est l'histoire d'une femme courageuse. Toute sa vie, Nadine, quarante-neuf ans, a fait face.

La maladie, les difficultés familiales, la pauvreté... Elle a tout surmonté sans jamais se plaindre. Malgré les regards et les réflexions. Puis très vite, elle a eu une envie : aider les autres, « *des gens encore plus démunis* ». Partager, soutenir, accompagner. Comme une évidence.

Petite, Nadine est victime d'une hémiplegie cérébrale qui l'empêche de parler et de marcher. La fillette est confiée à sa grand-tante et son grand-oncle. « *Une chance pour moi* », confie-t-elle aujourd'hui. Ces deux-là ne la regarderont jamais comme une handicapée. Au contraire même. Ils la soutiennent, la poussent. Nadine parvient à se débarrasser de son fauteuil roulant et à formuler des phrases. « *Ils me disaient toujours : il ne faut jamais lâcher*. » Elle n'a jamais oublié.

Une maison ouverte

C'est aussi avec eux qu'elle « *apprend la tolérance* », comme elle dit. La famille n'a pas beaucoup d'argent. Lui est maçon, elle ne travaille pas. « *Mais la porte de la maison était ouverte aux autres*, se souvient-elle. Les sans-abri défilent. *Il y avait toujours une assiette pour eux et ils pouvaient aussi se laver. Et le dimanche on organisait un grand repas où les gens venaient manger avec nous*. » Ces jours-là, Nadine et sa tante en profitent pour laver le linge de leurs protégés. Puis un jour dans un bistrot, Nadine rencontre René. « *On a joué au 421. Elle m'a battu* », rigole encore celui-ci. Ils ne



« *Résistance est de la même nature que liberté et paix.* » (Alain Rey)

Michaël Zumstein/Œil Public

se quitteront plus. Très vite, ils s'installent dans un appartement de la région parisienne. Ensemble, ils élèvent trois enfants. René travaille dans une usine. Entre son petit salaire et les allocations, les fins de mois sont souvent difficiles. « *Notre obsession, c'était de bien nourrir nos petits*, insiste René. *Quitte à ne pas payer le loyer.* » Les retards s'accroissent. Les soucis se multiplient. Malgré tout cela, Nadine n'oublie pas ses souvenirs d'enfance. Son rêve c'est même de devenir assistante sociale. La maladie l'en empêche. Un matin, l'appartement de l'une de ses voisines s'enflamme. Il ne reste plus rien. La famille n'est pas assurée. Avec les autres habitants du quartier, Nadine décide de faire une collecte et convaincre l'assistante sociale et le maire de reloger la famille. « *On avait trop peur que les enfants soient placés*. » Nadine et ses nouveaux amis obtiennent gain de cause. « *Ça a été comme un déclencheur* », assure-t-elle. Na-

dine raconte que ce jour-là, elle a réalisé qu'en « *unissant les forces* », les choses peuvent avancer. Alors, malgré sa vie personnelle difficile, Nadine continue de militer. Dans son quartier, tout le monde la

connaît. Chez elle, elle accueille, à son tour, les sans-abri. Parfois elle accompagne des personnes à la soupe populaire. « *Souvent les gens ont honte de dire qu'ils sont pauvres. Moi je n'ai jamais eu honte.* »

Nadine devient même présidente de l'amicale des locataires. Quand les jeunes réclament un local, ça ne fait ni une ni deux. Nadine se démène. Avec ses collègues, elle trouve un lieu, de la peinture. Sa fierté : « *Ces locaux sont devenus la maison de quartier.* »

Écouter les jeunes

Elle discute beaucoup, raconte facilement son parcours, notamment aux jeunes du quartier, « *histoire juste de montrer qu'on peut s'en sortir. Lors des émeutes de banlieue, en 2005, il y a eu un peu de violence dans le quartier. Les jeunes nous ont expliqué qu'ils étaient mal dans leur peau : qu'ils n'avaient pas de métier et que personne ne voulait discuter avec eux. On a décidé de faire une réunion le soir avec le Maire et le commissariat, l'assistante sociale aussi. Les jeunes se sont aperçus qu'ils étaient écoutés et que c'était aussi à eux de faire quelque chose.* »

Elsa Guiol, journaliste au Journal du Dimanche

LE BILLET d'Alain Rey « Résistances »

Ce sont des forces qui s'opposent à d'autres forces. Des dynamismes, des actions, dans l'immobilité même. En cela, résistance est de la même nature que liberté et paix, dont nous avons appris que ce ne sont pas des situations acquises, mais des conquêtes et des combats.

Résister, comme subsister, comme persister, s'analysait encore en latin, où *sistere* signifie « se tenir, se placer, se poser », notamment face à une force adverse.

La résistance des matériaux et la résistance électrique sont des caractères physiques sans aucune valeur morale. Mais quand la résistance est humaine, tout change. C'est ce à quoi elle s'oppose qui fait sa valeur.

Car l'usage et le langage ont choisi : dans les mots on ne résiste guère au bien, au bonheur, mais beaucoup à la force, à la contrainte, à la violence,

aux abus, aux excès, à l'iniquité. C'est dans ces combats que la résistance a acquis ses lettres de noblesse. En 1791, la Déclaration des droits, qu'on qualifiait « de l'homme » et qui sont de la personne humaine, inscrit celui de résistance à l'oppression. Le 18 juin 1940, le général de Gaulle profère : « *La flamme de la Résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.* » C'est l'acte de naissance de la Résistance et des Résistants, mots absolus.

Résistance dit beaucoup plus que refus. À la négation de l'inacceptable, elle joint l'action pour les valeurs bafouées : le droit de vivre décemment, libre, respecté, en paix.

Résister, c'est aussi éveiller, faire savoir, indigner à bon escient. ■

Alain Rey, conseiller éditorial aux dictionnaires *Le Robert*

Nos partenaires :



la vie

ouest
france



L'itinérant